

ÉTAT – SERVICES DE L'ETAT EN GUYANE
DIRECTION GÉNÉRALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
(DGTM) DE GUYANE

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Maîtrise d'Ouvrage

DIRECTION GÉNÉRALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
(DGTM) DE GUYANE

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET DE LA
TRANSITION ECOLOGIQUE (DATTE)

SERVICE INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS/PARC ROUTIER

FOURNITURE DE CARBURANT POUR LES
BESOINS DE LA DGTM DE GUYANE

2 – CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES
PARTICULIERES
(CCATP)

Décembre
2024

Fourniture de carburant 2025-2029 - DCE : CCATP Domaine FCS juillet 2020

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

(CCATP N° Parc25-carburants du 02 décembre 2024)

l'Acheteur

Direction Générale des Territoires et de la Mer (DGTM) de Guyane

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Général des Territoires et de la Mer de Guyane

Objet du marché

Fourniture de carburants pour les besoins de la DGTM de Guyane

Le présent CCATP comporte ____ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1-1. Objet du marché et Normes.....	5
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	7
1-4. Passation des commandes.....	7
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	7
1-6. Confidentialité et protection des données à caractère personnel.....	7
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	8
1-8. Dispositions générales.....	8
1-9. Ordres de service.....	10
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	10
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES...11	11
3-1. Montants minimums et maximums par période.....	11
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	11
3-3. Variation dans les prix.....	12
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE, DELAI D'EXECUTION, PENALITES.....13	13
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	13
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	13
4-3. Pénalités autres que retard d'exécution.....	14
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET AVANCES.....14	14
5-1. Retenue de garantie.....	14
5-2. Avances.....	14
ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....14	14
ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE.....15	15
7-1. Mise en place du marché.....	15

7-2. Programme d'exécution.....	15
7-3. Conditions d'exécution.....	15
ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	16
8-1. Contrôle.....	16
8-2. Admission.....	16
8-3. Garantie(s).....	17
ARTICLE 9. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET CLAUSE SOCIALE.....	17
9-1. Clause environnementale.....	17
9-2. Clause sociale d’insertion.....	17
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	18
10-1. Description des prestations.....	18
10-2. Normes.....	18
10-3. Les cartes à puces.....	18
10-4. Fichier carburant.....	19
10-5. Facturation et annexes.....	20
ARTICLE 11 - REGLEMENT DES LITIGES ET RÉSILIATION.....	20
11-1. Résiliation.....	20
11-2. Règlement des litiges.....	21
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	21

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

La fourniture de carburants au détail, d'additifs pour les PL et engins et la gestion en ligne des comptes-clients quand ils sont proposés par les cartes à puces.

Caractéristiques des carburants :

- Le gazole,
- L'essence sans plomb,
- Le carburant pour moteur deux temps,

Y compris tout autre type de bio-carburant qui viendrait à être commercialisé, dès lors qu'il est disponible.

Chaque produit devra correspondre aux spécifications auxquelles doivent répondre les produits pétroliers livrés par les raffineries françaises édités par la chambre syndicale du raffinage du pétrole (CSR 018 en vigueur et à jour de ses amendements au moment de la perception).

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Cartes à puces : immédiatement dans les stations services.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans l'annexe technique.

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;

- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).
2. Le chef de parc ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
 - b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
 - c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
 - d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
 - e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG).

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au titulaire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur , celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RA pour commencer l'exécution de celui-ci.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h. au vendredi 12 h, par courrier électronique. Le rapport de transmission automatique de l'acheteur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- La référence du marché.
- La référence du bon de commande
- La désignation et la catégorie des produits ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de produits ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les fournitures ne sont pas réparties en lots.

1-6. Confidentialité et protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.2 du CCAP

1-6.2 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de

dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.3 du présent CCAP.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 32.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32.3 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes.

1-8.4. Clauses sociales et environnementales

1-8.4.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-8.4.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- L'offre technique du titulaire ;

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Le tarif du titulaire constitué par l'arrêté préfectoral mensuel applicable en Guyane qui fixe les prix de gros et prix de détail maxima, affectés de remises et-ou majorations indiqués à l'article 2 de l'acte d'engagement.

L'ensemble des pièces constitutives énumérées ci-dessus se substitue de plein droit à toutes les conditions générales ou particulières de vente du titulaire.

Toute clause portée dans les tarifs ou la documentation fournie par le titulaire, y compris les conditions générales et particulières de vente, qui serait contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché ou accord-cadre est réputée non écrite

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Montants minimums et maximums par période

Les minimum et maximum de chaque période de l'accord-cadre à bons de commande sont fixés ainsi :

Minimum HT	Minimum TTC	Maximum HT	Maximum TTC
100 000 €	100 000 €	500 000 €	500 000 € ¶

Le montant maximum non utilisé pourra être reporté d'une année sur l'autre, sans dépassement du montant maximum sur la durée prévisible de l'accord-cadre.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

Pour les prix absents de cette liste, par application, aux quantités réalisées, des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le tarif constitué par l'arrêté préfectoral applicable en Guyane qui fixe les prix de gros et prix de détail maxima, affectés de remises et-ou majorations indiqués à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage, en outre, à faire profiter l'acheteur des rabais exceptionnels consentis dans le cadre d'actions promotionnelles.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

La remise de la demande de paiement intervient au début du mois pour tous les bons de

commande exécutés le ou les mois précédents.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que:

- x Le numéro de marché :
- x Le numéro de SIRET de l'État : **11000201100044**
- x Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » : **PRFPLTF973**
- x Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».
- x Le relevé d'identité bancaire (RIB ou RIP).

3-2-4.2 Modalités de paiement

Les modalités de paiement dans Chorus pro seront précisés au démarrage du marché par l'acheteur.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues et par dérogation à l'article 15.3 du CCAG aux primes.

3-3.1. Les prix sont révisables par ajustement des prix suivant les modalités fixées à l'article 3-3.3.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre final.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Modalités de révision par ajustement des prix

Les prix du marché sont ajustés par référence au tarif suivant : le tarif constitué par l'arrêté préfectoral applicable en Guyane qui fixe les prix de gros et prix de détail maxima, affectés de remises et-ou majorations indiqués à l'article 2 de l'acte d'engagement..

Les conditions et périodicités d'ajustement sont fixées comme suit :

- . Les prix des carburants sont réglementés dans le département de la Guyane. Le barème est fixé par un arrêté préfectoral.
- . Les prix sont ajustables une fois par mois par application du barème fixé par arrêté préfectoral.

3-3.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Pour information : la TVA est égale à 0% en Guyane..

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE, DELAI D'EXECUTION, PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3. Pénalités autres que retard d'exécution

4-3.1. Clauses sociales

Sans objet.

4-3.2 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €

4-3.3 Pénalités pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.2 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET AVANCES

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Sans objet.

ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

7-1. Mise en place du marché

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins de l'acheteur :
- Par les soins du titulaire : Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-2 de l'acte d'engagement.
- Le délai maximum de la période de préparation est de 30 jours, à compter de la date de la notification du marché.
- La période de préparation permettra la confection des cartes à puces sur la base des informations fournies par le représentant désigné par l'Acheteur.

Contact du représentant désigné par l'Acheteur :

M. le Chef de Parc
Direction Générale des Territoires et de la Mer de Guyane / SIT-Parc routier
2, chemin de la carrière –
97300 CAYENNE
Tél. 0594 215 173 et 0594 215 177

7-2. Programme d'exécution

Dès la notification, la DGTM Guyane transmettra au prestataire la liste définitive des véhicules concernés (marque, type, numéro d'immatriculation).

Actuellement, le parc automobile de la DGTM Guyane compte, à titre indicatif, environ 140 véhicules.

Le nombre de véhicules peut varier à la hausse comme à la baisse, selon les besoins de la DGTM, sans que le titulaire du marché ne puisse s'y opposer.

Les dispositions prévues en cas de nouveau véhicules sont précisées en 1.8.5 du présent CCATP.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Listes des véhicules concernées par l'accord-cadre

Dès la notification, la DGTM Guyane transmettra au prestataire la liste définitive des véhicules concernés (marque, type, numéro d'immatriculation).

Seuls les véhicules mentionnés sur cette liste seront concernés par le présent accord-cadre.

7-3.4. Signalisation du lieu d'implantation de stations services à l'égard de la circulation publique

X cartes indiquant le lieu d'implantation des stations-services à jour doivent être remis au pouvoir adjudicateur avant la fin de la période de préparation.

7-3.5. Obligation de conseil et d'information

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements et de dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est fondée sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

7-3.7. Mise à disposition de matériels par la personne publique

Sans objet.

7-3.8. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

Sans objet.

7-3.9. Documentation technique

Si nécessaire, et à la demande de la personne publique, le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation et ses éventuels rectificatifs rédigés en **langue française** nécessaires à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles.

7-3.10. Revendications des tiers

Sans objet.

ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Contrôle

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées au moment même du ravitaillement par l'agent de l'acheteur public et sous la responsabilité du prestataire, conformément à l'article 23 du CCAG_FCS. Celui-ci devra être assuré pour les éventuels dégâts causés aux véhicules

8-2. Admission

Aucune stipulation particulière.

8-3. Garantie(s)

8-3.1. Garantie des prestations

Les conditions de garantie des prestations sont complétées par les dispositions suivantes :

Les conditions de garantie des prestations sont les suivantes : La fourniture est garantie contre tout défaut de matière ou vice de fabrication pouvant porter préjudice au bon fonctionnement et à la durée de vie des moteurs des véhicules et engins.

En cas de vice de fabrication reconnue ou de non-respect des normes propres aux carburants livrés par la SARA, le titulaire s'engage au remplacement des pièces ayant été détériorées.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

8-3.2. Garantie particulières

Le titulaire a obligation d'approvisionner, pendant toute la durée du marché et pendant les périodes de reconduction, toutes les stations-services présentées dans le cadre de la présente consultation.

En cas de défaillance d'une station-service, le titulaire est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur. L'obligation d'approvisionner reste, par tous moyens légaux, à charge du titulaire.

8-3.3. Garantie des vices cachés

En complément de l'article 28 du CCAG, les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du code civil.

ARTICLE 9. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET CLAUSE SOCIALE

9-1. Clause environnementale

Conformément à l'article 7 du CCAG FCS, le prestataire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité, de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

L'Acheteur souhaite que le titulaire mette en avant :

- sa capacité à produire des supports sur la base de matières recyclées ;
- sa capacité à récupérer et recycler les objets en fin de vie, qu'il a produit et distribué aux services bénéficiaires (cartes badges, supports divers, ...).

Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande de l'acheteur.

9-2. Clause sociale d'insertion

Sans objet

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

10-1. Description des prestations

Le présent CCTP concerne : la fourniture de carburant au détail et en vrac, d'additifs pour les PL et engins et la gestion en ligne des comptes-clients quand ils sont proposés par les cartes à puces.

Et particulièrement :

- **La fourniture de carburant au détail avec des cartes pétrolières à puces** (essence sans plomb, gazole) ;
- **La fourniture d'Adblue** destiné à neutraliser les polluants (Nox) des moteurs diesel et notamment les gaz d'échappement émis par les poids lourds, dans le respect des normes (Euro IV et V) ;
- **La mise à disposition** d'environ 150 cartes à puces pour l'approvisionnement en essence sans plomb et gasoil dans tout le département de la Guyane ;
- **La fourniture** d'un fichier numérique contenant les informations de prise de carburant,

10-2. Normes

La réalisation de la fourniture est assujettie au respect des prescriptions, de la totalité des lois, décrets, circulaires et normes françaises publiés lors de la remise des offres.

Le titulaire s'engage à respecter les normes propres aux carburants livrés par la SARA

10-3. Les cartes à puces

La mise à disposition et la procédure d'utilisation des cartes à puces s'opéreront selon les modalités suivantes :

10-3.1. Mise à disposition des cartes à puces

- Le nombre de cartes mis à la disposition de la personne publique par le titulaire est d'environ 150, y compris les cartes "hors Parc" ;
- Le titulaire remet à la personne publique, à sa demande, pour chaque véhicule qu'il souhaite, une carte à puce comportant :
 - le code client,
 - l'identification de la personne publique et l'immatriculation du véhicule,
 - le code gestion du véhicule ou de l'engin (fourni par le parc),
 - Le paramétrage des cartes pour éviter les fraudes ou les vols.

Cette disposition concerne les véhicules ou engins circulant à la date de notification du marché ; mais également les nouveaux véhicules mis en circulation pendant la durée de validité du marché.

- La durée de validité des cartes doit correspondre à la durée de validité du marché
- Des cartes dites « hors parc » sans numéro d'immatriculation pourront être fournies à la personne publique, à sa demande, pour les cas imprévus. Leur utilisation se fera sous la seule responsabilité de la personne publique.

- La personne publique est responsable de la garde et de l'utilisation des cartes à puces délivrées par le titulaire qui en reste propriétaire. Le titulaire ne sera pas tenu pour responsable en cas d'utilisation frauduleuse ou de négligence de la part de la personne publique. Toutefois, après notification au titulaire de la perte, du vol ou de la contrefaçon de la carte et/ou du véhicule, la responsabilité de la personne publique sera dégagée.
- En cas de perte, vol ou contrefaçon de la carte, la notification de la perte, du vol ou de la contrefaçon de la carte et/ou du véhicule se fait en appelant le numéro de téléphone communiqué par le titulaire. Cette notification est confirmée conformément à l'article 2.51 du C.C.A.G.

Une nouvelle carte sera établie gratuitement par le titulaire en remplacement de la carte perdue ou volée.
- En cas de réforme d'un véhicule, la personne publique informe sous 15 jours, que la carte liée à ce véhicule doit être désactivée. La carte inutilisée est détruite par la personne publique.

10-3.2. Procédure d'utilisation de la carte à puce

La carte à puce sera présentée préalablement à la délivrance du carburant par le chauffeur qui communiquera au préposé de la station le kilométrage du véhicule.

Les quantités livrées seront constatées contradictoirement entre le conducteur du véhicule et le préposé de la station qui apposeront chacun leur signature sur le ticket récapitulant la transaction.

Le récépissé de prise de carburant devra comporter au minimum les indications suivantes :

- la date et le lieu de délivrance du produit,
- le code gestion du véhicule ou de l'engin,
- le kilométrage,
- le volume de carburant,
- le type de produit,
- les champs pour nom et signature du possesseur de la carte ,
- le montant de la prise.

10-4. Fichier carburant

Gestion en ligne

Le titulaire permettra aux services utilisateurs l'accès à la gestion en ligne de leur compte (gestion en ligne des cartes, récapitulatif des consommations, ...) via internet.

Chaque mois, le titulaire devra fournir à la DGTM Guyane, les données (fichier pétrolier et factures) relatives à la consommation de carburant du mois précédent, sous forme électronique et les éventuels dictionnaires de données permettant l'exploitation de ces fichiers.

Documentation

Le titulaire s'engage à fournir la documentation relative au mode d'utilisation des cartes à puce et aux points de ravitaillement (guide des stations, ...).

Les fichiers fournis seront mis au point entre la personne publique et le titulaire dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

10-5. Facturation et annexes

10-5.1. Les factures mensuelles devront **impérativement être établies par budget** et selon les directions concernées.

Lot n° 1 : Carburant pour la DGTM de Guyane (budgets métiers - 203, 181, 113, 205)

1. DGTM – Budget 203
2. DGTM – Budget 113
3. DGTM – Budget 181
4. DGTM - Budget 205

10-5.2. La facture comportera, les éléments suivants :

- La date de la prise ;
- L'heure de la prise ;
- La station ;
- Le produit ; (essence- sans plomb, gasoil, additif...)
- Le prix du litre ;
- Le montant ;
- Le kilométrage ;
- Le nombre de litres consommés par kilomètre.

10-5.3. Le fichier pétrolier :

La facture sera accompagnée du fichier pétrolier reprenant l'ensemble des transactions mensuelles et de l'arrêté préfectoral en vigueur.

10-5.4. Adresse complémentaire

Direction Générale des Territoires et de la Mer
SIT-Parc routier
2, chemin de la carrière – CS 57008
97307 CAYENNE
Tél. 0594 21 51 73 / 0594 21 51 82

ARTICLE 11 - REGLEMENT DES LITIGES ET RÉSILIATION

11-1. Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Est notamment considérée comme cas de force majeure, aux termes de l'article 40.1 2^{ème} alinéa du CCAG, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou en cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

11-2. Règlement des litiges

Tout renseignement et tout contentieux juridictionnel survenant au cours du présent contrat qui ne pourrait être résolu à l'amiable, seront du ressort du seul tribunal compétent en la matière :

Tribunal administratif de la Guyane
7, rue Schoelcher - B.P. 5030
97305 Cayenne Cedex
Tel. 05 94 25 49 70 - Télécopie : 05 94 25 49 71
Courriel : greffe.ta-cayenne@juradm.fr
[Adresse internet : http://guyane.tribunal-administratif.fr](http://guyane.tribunal-administratif.fr)
SIRET ; 179730007

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG- FCS :

~TSL		
CCATP 1-2.2	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCATP 1-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCATP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCATP 3-2.3.1	déroge à l'article	3.7.1 du CCAG
CCATP 3-3	déroge à l'article	15.3 du CCAG
CCATP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG